

LE BIDONVILLE DANS LA VILLE

mhps80

Gérard Salem

1 32 000 en 1945, 550 000 en 1968, 1 065 000 en 1978, plus d'1 200 000 en 1984, l'agglomération du cap Vert n'a pas échappé à la croissance accélérée que connaissent les grandes villes africaines. Comme ailleurs la ville est le réceptacle de paysans chassés de leur terroir par la sécheresse, la dureté d'un travail mal rétribué, privés de tout équipement « moderne ». On part à la ville, pas toujours dupe des mirages qui l'entourent, à la recherche de meilleures conditions de vie, de solutions aux problèmes personnels et familiaux. On vient parfois pour se faire soigner, pour trouver du travail pendant la saison sèche, pour suivre une scolarité ; mais nul ne sait combien de temps il restera. Le nouvel arrivant va ainsi grossir les rangs des parents déjà hébergés par un cousin qui a réussi.

Le premier souci de ceux qui restent est de trouver un toit et un emploi. L'un et l'autre sont rares à Dakar, et l'on a vu ainsi se développer de multiples zones d'habitants précaires, d'innombrables petits métiers de « débrouillardise ».

Dakar a donc connu une véritable prolifération de microvillages qui sont vite devenus des quartiers faits de baraques et de matériaux de récupération. Sans eau, sans électricité, dans les coins les plus insalubres, ces néo-citadins ont trouvé leur première porte d'entrée dans la ville.

Par politique de prestige, peur de ces pauvres et intuition du mouvement qui était en cours, les autorités coloniales d'abord, puis nationales, ont entrepris de déguerpir systématiquement ces zones vers la périphérie de la ville. Si les autorités offraient de cette façon un endroit à peu près sain à des néo-citadins en quête de sécurité foncière, elles les exilaient aussi, loin des zones d'emplois, privés de transports et des équipements les plus élémentaires.

Les bidonvilles s'étaient en effet érigés au cœur même des villes, proches des lieux d'emplois, des centres de santé, etc. On comprend mieux alors l'acharnement des bidonvillois à préserver leur « chez eux » au prix d'un inconfort dont ils ont par ailleurs parfaitement conscience. Tous les bidonvilles ont été un par un « déguerpis » à coup de bulldozer sauf un, celui de Fass Paillote, coincé entre les quartiers riches du Point E, les zones populaires de la Médina, les zones de villas de Fass Delorme et les HLM Fass. Il remplit plus que jamais sa fonction d'accueil des migrants, notamment des jeunes femmes casamançaises.

Il coexiste ainsi à Fass une population d'anciens qui ont créé le quartier et, l'histoire se répétant, une population de jeunes locataires démunis de tout.

Photo : Hemjir/Hoa-Qui

terrains à bâtir

ORSTOM Documentation



010004743

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote : B * 4743 Ex. 1

Un quartier avec une histoire ; tout le contraire d'une zone marginale

Le quartier de Fass Paillote a une trentaine d'années et ses habitants ont intensément participé à la vie politique mouvementée du Sénégal. Les oppositions entre politiciens locaux et colons, Senghor et la SFIO, Senghor et Mamadou Dia sont souvent passées par le contrôle politique de quartiers. Senghor, particulièrement, avait assis son audience sur un quadrillage extrêmement fin de la ville. Le système a été conservé par le parti socialiste au pouvoir, créant ainsi un réseau très fort de relations entre l'État et les notables locaux. Rapports de clientèle ou rapports amicaux, il est fréquent de voir des hauts responsables de l'État dans le quartier ; de même l'entregent de « pauvres bidonvillois » ne cesse de surprendre. N'a-t-on pas vu le président Senghor intervenir personnellement dans une querelle de borne-fontaine ! Le quartier héberge en outre des notables religieux et des marabouts qui comptent parmi les fidèles des gens de toutes couches sociales.

L'articulation entre l'État et les quartiers est d'autant plus efficiente que se superposent parfaitement, sur la base des comités politiques du PS, les zones contrôlées par un chef de quartier nommé par la mairie ou le ministère de l'Intérieur. Ces chefs de quartier ont quelques prérogatives d'état civil et sont responsables de l'entretien d'équipements collectifs. Ils sont surtout l'intermédiaire naturel entre les Fassois, à la recherche de bourse scolaire, d'une introduction dans une administration, et l'État.

Le bidonville est ainsi tout le contraire d'une zone marginale. Installés illégalement (au regard du droit officiel), les bidonvillois ont développé une intelligente politique d'entrisme dans les structures officielles, faite de militantisme politique et de soutien au parti au pouvoir. Ils ont parfaitement compris que l'État et les politiciens devaient, pour se maintenir en place, élargir leur assise populaire et le clientélisme politique. Les notables du bidonville en usent largement, pour l'obtention d'équipements dans le quartier mais aussi pour leur intérêt propre.

Habitent ainsi à Fass les notables du pouvoir local, des propriétaires de baraques dont la seule retraite est le prix des locations et des néo-citadins démunis de tout. Tous, pour des raisons différentes, ont intérêt au maintien du quartier sur place, tous cohabitent tant bien que mal. On trouvera dans le bidonville des familles élargies tirant le diable par la queue pour faire le repas du soir, des jeunes migrantes à la recherche d'une place de bonne, des « démerdards » en quête d'un emploi de fortune, des paumés qui ratent leur intégration à la ville et aussi des notables bien en place qui partagent les conditions de vie de tous.

Comment s'étonner alors de la présence de jeunes filles passées à la prostitution, de jeunes adolescents, parfois d'enfants, intoxiqués à l'essence ou au vernis ? Comment être surpris de l'existence de voleurs ou de voyous quand le problème est général à Dakar ? Ce n'est pas le quartier qui est criminogène, qui rend la vie dure, c'est la vie quotidienne de gens démunis de tout. La plupart des notables locaux tireront le maximum de leurs maigres prérogatives, feront payer des certificats administratifs normalement gratuits, taxeront les ménagères pour l'entretien de la borne-fontaine, etc.

Comment présenter en quelques pages une vie si complexe ?

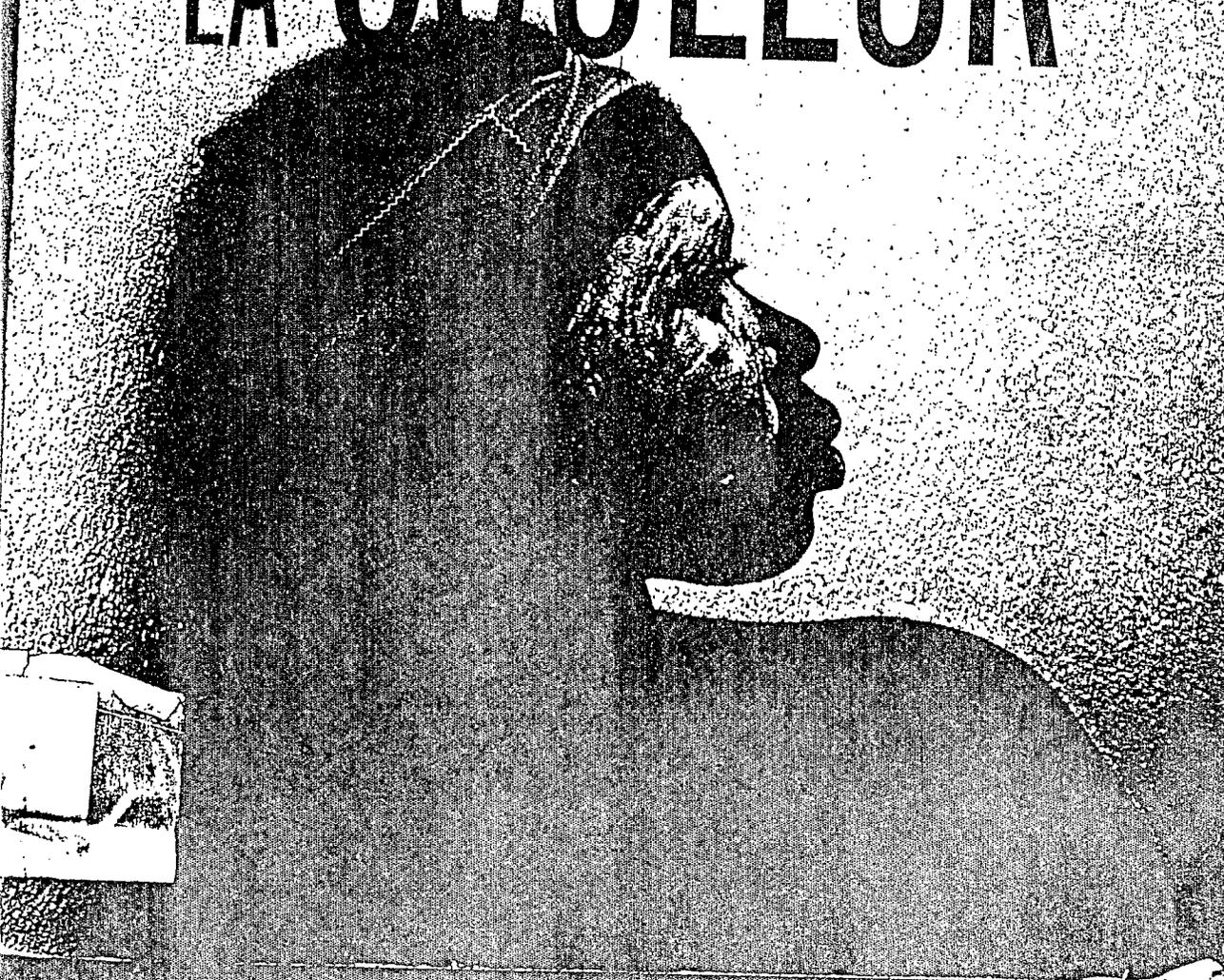
HORS-SERIE 9 - OCTOBRE 84

autrement paris

DAKAR-ABIDJAN-LAGOS-DOUALA-KINSHASA

CAPITALES DE LA COULEUR

30



REP
inc

fragments de vie à fass paillote

GÉRARD SALEM

Explosion urbaine, gigantisme urbain, bidonvillisation du tiers monde, macrocéphalies urbaines, mégalopolis africaine, planète des bidonvilles... les villes du tiers monde stimulent les imaginations, débrident le vocabulaire courant. Que de courbes démographiques, de projections vers l'an 2000, de photos d'enfants malnutris, de quartiers inondés : organismes internationaux et associations caritatives ne manquent pas de documents didactiques qui effraient et culpabilisent.

Le fait est, le phénomène brutal d'urbanisation du tiers monde — sans précédent dans l'histoire — prend de court géographes, aménagistes, médecins et autres planificateurs. Mais, ce que l'on a sans doute le plus de mal à comprendre, c'est la vie quotidienne des bidonvillois, ce que signifie concrètement vivre à vingt dans quelques mètres carrés, sans eau courante, sans argent pour se soigner, pour manger parfois. C'est ce que, très modestement, ce dossier va essayer de suggérer par une série d'éclairages partiels, de « coups d'œil » de l'intérieur. Le deuxième objectif de cette série d'articles est de décrire le pourquoi et le comment de l'attachement des bidonvillois à leurs quartiers, difficilement compréhensible pour l'étranger. Là comme ailleurs, en effet, le non-bidonvillois — africain ou européen — est victime de préjugés qui alimentent des projections caricaturales.

On peut distinguer deux discours dominants concernant les bidonvilles ; il est tantôt le lieu de toutes les violences, de la drogue, de la prostitution, de tous les trafics, tantôt le lieu de la sociabilité retrouvée, de la cohérence sociale : la ville africaine, la vraie. A la première vision correspondent les oppositions classiques entre milieu rural et milieu urbain, tradition et modernité, celle où tout fout le camp, où la ville n'est qu'une créature hybride génératrice d'acculturation et de vide social. Dans le second cas, les bidonvillois seraient les dépositaires des valeurs africaines ancestrales (solidarité,

terrains à bâtir

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote : Ex :

~~11.2.88
6051 FFLO TIL~~

socialisme primitif, dignité...); voire les prolétaires qui auraient su africaniser la ville. Les premiers sont partisans de l'éradication pure et simple de ces zones — position imprégnée d'hygiénisme et de politique urbaine de prestige —, les seconds pour l'aménagement sur place de ces quartiers — position politique, « tiers mondiste », qui revendique le droit à la ville pour les citadins pauvres. Si chaque discours prend le contrepied de l'autre, ils ont en commun d'être tous deux extérieurs au bidonville et de considérer les bidonvillois comme des marginaux. La vie quotidienne des bidonvillois ne se réduit à aucune de ces caricatures.

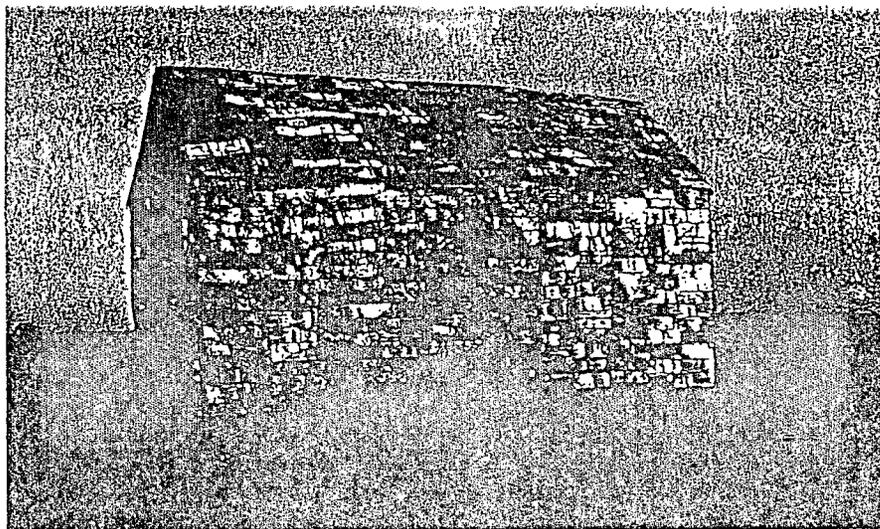
L'ORIGINE DE CE DOSSIER

Dans le cadre d'une étude sur les relations urbanisation et santé dans les villes du tiers monde, l'équipe de recherche de FORSTOM a notamment travaillé pendant l'année 1983 dans le dernier grand bidonville de Dakar, le quartier de Fass Fallote. Cette enquête à laquelle ont participé des anthropologues, des géographes et des médecins vise à définir en amont des disciplines relevant de la médecine, l'ensemble des conditions et modes de vie qui influent sur l'état de santé de la population. Nous avons ainsi procédé à une série d'enquêtes sur l'organisation politique du quartier, les conditions d'habitat et d'hygiène de la population, les usages quotidiens de l'espace habité, de l'eau et sur les réseaux de guérisseurs traditionnels.

Le temps fort de la recherche a eu lieu pendant la saison des pluies, moment où l'équipe s'est installée dans le bidonville et a ouvert une consultation médicale. Tous les membres de l'équipe de recherche ont donc contribué à l'élaboration de ce dossier.

- Ibrahima Mabo Badji : originaire de Casamance, a quitté son village natal pour chercher du travail à Dakar. Actuellement enquêteur à FORSTOM.
- Michèle Coumbou : géographe, réside à Dakar depuis deux ans, a participé aux enquêtes préliminaires sur Fass Fallote.
- Alain Epelboin : médecin et ethnologue, rattaché au CNRS, coresponsable de l'équipe Dakar. Travaille depuis une dizaine d'années sur les représentations traditionnelles de la maladie dans les sociétés africaines.
- Sylvie Epelboin : gynécologue et ethnologue, travaille depuis une dizaine d'années sur les représentations traditionnelles de la maternité.
- Michel Ogrizek : médecin et ethnologue, travaille sur les représentations traditionnelles de la maladie en Afrique centrale notamment.
- Charles Fileppi : architecte, enseignant à l'École d'architecture et d'urbanisme de Dakar. A participé aux enquêtes sur Fass Fallote.
- Jacques Ndiaye : originaire du Sine Saloum, coordinateur des enquêtes de l'équipe.
- Bernadette Sagna : originaire de Casamance, a immigré à Dakar à la recherche d'un emploi.
- Gérard Salem : géographe, chercheur à FORSTOM, coresponsable de l'équipe urbanisation et santé. Travaille depuis une dizaine d'années sur l'agglomération dakaraise.
- Michel Sivignon : géographe, professeur à l'université de Dakar.

Cette recherche a en outre bénéficié du concours des étudiants de troisième année de l'École d'architecture, notamment d'Y. Diaourne, qui est l'auteur des dessins présentés dans ce dossier. Les articles n'engagent bien évidemment que leurs auteurs. ■



Maison en préfabriqué, transport hippomobile.

Photo : Hemjir/Hoa-Qui